

Le Métèque

Non, nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens !

Par [Pierre Roth](#), publié le 7 octobre 2025

Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens : nous vivons au-dessus de notre cohérence. Depuis des décennies, la France dépense pour différer ses réformes, centralise pour masquer ses impuissances et invoque l'unité pour ne pas assumer ses fractures. Le pays qui inventa l'État moderne et la démocratie représentative est devenu un théâtre d'ombres, où l'intérêt général se dilue dans la mise en scène des egos.

Il fut un temps où la politique française était le lieu du sens, de la controverse, du courage. Elle est devenue un spectacle. Chaque crise se joue sur la scène d'une élection permanente ; chaque parole publique se mesure en parts d'audience. L'élection présidentielle, jadis sommet de la souveraineté populaire, s'est transformée en show de personnalités. La République s'y fait monarchie émotionnelle, la délibération s'efface devant la dramaturgie.

Et si, pour sauver la démocratie, il fallait cesser de la confondre avec le culte du chef ? La Constitution de 1958 n'avait pas prévu ce culte : le président devait incarner l'État, non la Nation. Le suffrage universel direct a fait de lui un miroir, celui du reflet des divisions. Il n'est plus un arbitre des équilibres. Or, dans une société éclatée, vouloir tout recentrer, c'est nourrir encore la fracture. La France s'obstine à chercher son salut dans la verticalité, alors même que la Nation ne se gouverne plus d'un seul point. Le pouvoir, désormais, se confond avec sa propre mise en scène : il parle beaucoup, agit peu. Et pendant que l'État se donne à voir, le réel, lui, s'éloigne.

Mais lorsque le pouvoir devient spectacle, la majorité devient fiction. Car un théâtre n'existe qu'à condition d'un public, et ce public, aujourd'hui, ne croit plus à la pièce qui se joue devant lui. Le fait majoritaire, pilier de la V^e République, suppose l'existence d'un peuple homogène, rassemblé autour d'une même vision. Ce peuple-là n'existe plus. La France du XXI^e siècle est plurielle, inquiète, fragmentée. Elle ne se laisse plus gouverner d'en haut.

Il faut réapprendre la modestie du compromis, cette vertu que notre culture politique confond encore avec la faiblesse. Nos voisins européens ont compris qu'aucune démocratie mature ne se bâtit sans coalition ; la France, elle, reste prisonnière d'une mythologie monarchique où l'unité doit s'imposer par la force du verbe. Or, la démocratie n'est pas l'art de convaincre tous les autres mais celui d'habiter le désaccord. Et l'intérêt général n'est pas la somme des certitudes : c'est la science des équilibres.

Cette incapacité à composer n'est pas sans conséquence. Quand le politique s'épuise dans l'incantation, l'économie prend le relais : non comme moteur, mais comme anesthésiant. La dépense publique devient alors le dernier langage du pouvoir. **Nous ne gouvernons plus : nous subventionnons notre impuissance.**

Selon la Banque de France, le déficit public atteindra 5,8 % du PIB en 2024 et la dette 113 %. L'agence Fitch, en septembre 2025, a sanctionné cette dérive en retirant à la France son « double A ». Les fonctionnaires de Bercy estiment qu'il faudrait 120 milliards d'euros d'effort, soit 4 points de PIB, pour simplement stabiliser la dette. Mais la vérité n'est pas seulement comptable : elle est morale. La France a perdu le sens de la limite. Chaque crise : sanitaire, énergétique, sociale a légitimé l'exception ; et l'exception est devenue la règle. L'endettement n'est plus un instrument de relance : c'est un mode de gouvernement. On ne réforme plus, on repousse. On ne choisit plus, on achète du temps.

Le drame français n'est pas la dette : c'est le déni. Car derrière le désordre budgétaire se cache un désordre institutionnel plus profond encore. Un pays qui ne sait plus dépenser à bon escient ne sait plus décider. Et comment le pourrait-il, quand tout son édifice administratif repose sur la confusion des rôles et la peur de trancher ?

Sous la surface, l'État s'est morcelé. Ni véritablement centralisé, ni réellement décentralisé, il s'étire entre des niveaux de pouvoir qui se neutralisent. Le rapport Ravignon chiffre à 7,5 milliards d'euros par an le coût du « millefeuille administratif », mais la perte la plus grave est celle de la clarté. La commune a des compétences partagées avec le département, le département avec l'Etat, l'Europe et la Région, l'Etat avec les communes, les collectivités et l'Europe. Bilan, chacun agit à moitié, personne ne décide vraiment. Cette dilution des responsabilités a transformé la France en empire de procédures. La décentralisation devait libérer l'action publique ; elle l'a atomisée et pire encore atrophiée.

Or, quand le centre perd son autorité et que la périphérie n'a pas de pouvoir, c'est la cohérence nationale qui se dissout. Il faut choisir : un État stratégique et resserré ou une fédération assumée. Tout sauf ce marécage institutionnel où la décision se perd avant d'exister.

Mais le désordre administratif n'est que le reflet d'un désordre plus profond encore : celui de notre contrat social. Car ce que l'État ne sait plus piloter, il tente de compenser par la dépense. Et cette dépense, aujourd'hui, se concentre dans le seul domaine où la générosité nationale n'a plus de bornes : la protection sociale.

Le modèle social français, autrefois fierté nationale, est devenu un labyrinthe sans plan. La Sécurité sociale accumule les déficits (22 milliards en 2025), mais surtout, elle ne sait plus ce qu'elle protège. Née du principe d'assurance, elle est devenue un système de transferts indistincts, où solidarité et contributivité se confondent. De 90 % dans les années 1980, la part des cotisations dans son financement est tombée à 48 % : le reste provient de l'impôt, des taxes affectées et d'une complexité illisible.

Mais la France préfère maintenir le flou, parce qu'il tient lieu de consensus. La protection sociale, née pour unir les Français, est devenue le miroir de nos contradictions : nous voulons tout, pour tous, tout de suite ; sans en payer le prix. Le désordre budgétaire n'est pas une question de chiffres mais de maturité : une société qui ne distingue plus ce qui relève du droit commun et ce qui relève de la solidarité finit par ne plus savoir ce qu'elle doit à chacun.

Et ce désarroi s'étend : d'un modèle social sans boussole à une société qui doute d'elle-même, la frontière est mince. Car ce que la France ne parvient plus à financer, elle le transforme en angoisse collective.

Le pays vieillit, sa population stagne, sa fécondité décline. Et comment répondons-nous à ce lent effacement ? Par le repli. Nous dressons des murs là où il faudrait construire des ponts. La peur de l'autre est devenue le dernier lien commun. On parle d'identité comme on parlait jadis de croissance : avec fièvre et nostalgie. Mais **une civilisation qui se ferme pour se protéger se condamne à disparaître.** L'Europe, historiquement continent d'émigration, doit devenir continent d'accueil ; non par bonté mais par lucidité. Sans ouverture maîtrisée, sans renouvellement humain, notre modèle social et notre promesse républicaine s'éteindront ensemble. Le déclin n'est pas économique : il est spirituel. Nous avons cessé de croire à l'avenir comme projet collectif.

Refonder la République, ce n'est pas changer de texte : c'est retrouver le fil de la cohérence. Faire que nos institutions reflètent nos valeurs, que nos dépenses traduisent nos priorités, que nos territoires soient lisibles, que nos solidarités soient tenables. Ce qu'il faut sauver n'est pas la France d'hier, mais la France de la raison : celle qui savait unir rigueur et imagination, discipline et liberté.

L'heure n'est plus à la colère ni au repli mais au courage. Celui de regarder le réel en face, et de comprendre que le vrai déclin d'une nation ne se mesure pas à sa dette mais à la perte du sens de ce qu'elle veut bâtir ensemble.

Pierre Roth